

## Les policiers burundais quitteront Bangui à la fin du mois de juillet

Voice of America, 09 juin 2016 Les Nations unies ont décidé de rapatrier, au 31 juillet 2016, le contingent de la police burundaise en mission de maintien de la paix en Centrafrique. Le secrétariat de l'ONU a déjà informé la Mission permanente du Burundi auprès de l'Organisation internationale de New York. "La décision a été prise", dit la note de presse. [Photo : Des policiers patrouillant à Bangui avec des casques bleus de la Minusca]

La nouvelle est autre que le rapatriement des unités de police constituées burundaises actuellement déployées dans la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République Centrafricaine (MINUSCA). La note précise que l'opération se fera lors de leur "rotation, le 31 juillet 2016". L'ONU ne donne pas de détails dans cette note dont VOA Afrique a reçu la copie. Elle ne fait que citer la lettre 204.02.18/342/RE/2016 du 3 juin 2016 adressée à la représentation permanente de la République du Burundi au siège de l'ONU. La même note évoque la rencontre du 22 avril dernier à New York entre le secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix et Alain Aimé Nyamitwe, ministre burundais des relations extérieures et de la coopération internationale. Mais une source bien informée qui a requis l'anonymat a dit à VOA Afrique que cette décision unilatérale est liée à plusieurs raisons. La plupart de ces unités burundaises n'ont pas reçu leurs salaires "depuis quatorze ou neuf mois". Ceci aurait affecté la mission car ces unités "vendent certaines des provisions qu'ils reçoivent de l'ONU comme l'eau pour avoir un peu d'argent", a précisé cette source. Les forces burundaises sont aussi pointées du doigt dans des "cas de viols" commis sur "des enfants" non encore dévoilés mais dont l'ONU aurait couvert depuis longtemps. Il faut aussi ajouter le "dysfonctionnement au Burundi" qui aurait également motivé la décision onusienne de ne plus accepter dans ses rangs "des unités burundaises" malgré leur appréciation sur les nombreuses tâches déjà accomplies. Selon la même source et confirmés par certains diplomates, "plusieurs pays sont prêts à envoyer des troupes" pour remplacer les Burundais. Une décision similaire concernant "les militaires Burundais en mission" serait en cours d'analyse, ont-ils souligné. Il y a quelques mois, la société civile et l'opposition burundaise en exil ont demandé à l'ONU de rapatrier tous les militaires policiers du Burundi en mission de maintien de la paix, estimant qu'il est incompréhensible d'aller assurer la paix ailleurs alors que les Burundais sont frappés par une insécurité permanente depuis la mise en application du troisième mandat controversé du président Pierre Nkurunziza.